Déclaration commune de quatre organisations ouvrières indépendantes d'Iran



Pour le bien-être social, contre la guerre

En France et dans plusieurs autres pays européens, les mouvements de protestation se font écho. Les manifestant.es dénoncent les coupes dans les budgets sociaux, culturels et économiques, l'augmentation des dépenses militaires, ainsi que les politiques qui entraînent les pays sur la voie de la guerre. Ils s'élèvent également contre l'alourdissement de la dette publique, les intérêts exorbitants versés aux institutions financières et les exonérations fiscales accordées aux grands capitalistes.

Partie de France, la contestation sociale s'est propagée à d'autres pays européens, portée par des revendications similaires.

Les jeunes, notamment les lycéen.nes et les étudiant.es, sont à l'origine de cette vague de mobilisations et en constituent le cœur. Dans un contexte de difficultés économiques et de crises du capitalisme, beaucoup peinent à se projeter dans l'avenir. À mesure que le mouvement s'amplifie, d'autres secteurs de la société — en particulier les travailleurs/euses et leurs syndicats — pourraient à leur tour le rejoindre et faire entendre leurs propres revendications.

La grève des dockers en offre déjà un exemple. Dans plus de cent ports à travers le monde, des dockers ont cessé le travail pour protester contre les ventes d'armes à Israël et les projets de réarmement en Europe. Leur mot d'ordre est sans équivoque : « Les dockers ne travaillent pas pour la guerre. »

Lancée par des dockers d'Italie, de France, de Grèce, de Turquie, du Maroc et du Pays basque espagnol, la mobilisation a été suivie jusque dans des ports des États-Unis, d'Australie et d'Inde. À Catane, en Sicile, des lycéen.nes se sont joints au cortège des dockers grévistes. À Gênes, étudiant.es et dockers ont défilé côte à côte en scandant : « Nous ne voulons pas de guerre ! »

Ces manifestations illustrent les liens de solidarité qui se tissent entre la jeunesse et le monde du travail. En France, puis en Allemagne, des syndicats ont également appelé à la grève.

D'un pays à l'autre, les mêmes revendications se font entendre. Face à l'inflation, à la vie chère, au coût des études et du logement, les manifestant.es dénoncent les politiques d'austérité et les coupes dans les services publics. Ils et elles réclament davantage de moyens pour l'enseignement, la rénovation des établissements scolaires et universitaires, ainsi qu'un meilleur accès aux soins.

Ils et elles plaident aussi pour une fiscalité plus juste et des mesures concrètes contre la crise climatique, alors que les décisions les plus urgentes sont sans cesse différées. Enfin, ils et elles

défendent les droits fondamentaux, dénoncent le renforcement de la surveillance policière et s'opposent au rétablissement du service militaire obligatoire.

Ces revendications sont également celles des jeunes, des enseignant·es, des ouvrier·ères, des femmes et des retraité·es d'Iran. Les attaques contre les conditions de vie des classes populaires ont partout des causes communes. Le système capitaliste expose les populations à la pauvreté, à l'injustice, à l'exploitation, à la guerre et à l'insécurité.

Nous, travailleuses et travailleurs d'Iran faisons partie du mouvement ouvrier international. Soutenir les luttes menées ailleurs dans le monde — aujourd'hui, celles des étudiant.es et des travailleurs/euses en Europe — participe de notre combat commun contre le capitalisme.

En poursuivant cette lutte en Iran même, nous contribuons à affaiblir le système d'exploitation à l'échelle internationale et à renforcer l'unité des travailleuses et des travailleurs de tous les pays.

Avec nos camarades d'Europe, nous, organisations indépendantes de travailleuses, de travailleurs et de retraité·es d'Iran, affirmons que l'argent public doit servir à financer l'éducation, la santé, le logement et la protection de l'environnement, ainsi qu'à améliorer les conditions de vie des jeunes et des classes populaires.

Nous dénonçons la course aux armements, le chauvinisme, l'oppression et la répression, ainsi que l'exploitation croissante des travailleuses et des travailleurs et des autres couches populaires.

Signataires au 2 novembre 2026

- Syndicat des travailleuses et travailleurs de la canne à sucre de Haft-Tapeh
- Comité de coordination pour aider à la création d'organisations de travailleuses et travailleurs
- Travailleuses et travailleurs retraités du Khouzestan
- Groupe de l'Union des retraité.es

- Texte publié l*e 2 novembre* 2026 par https://t.me/GEtehadbazneshastegan et traduit par la rédaction d'Echo d'Iran